



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

**Diplomatie**

**Janet Yellen va se rendre à son tour en Chine**  
Après le secrétaire d'État Antony Blinken, c'est Janet Yellen, la secrétaire américaine au Trésor, qui va effectuer un déplacement officiel en Chine... (Page 08)

**Bruxelles**

**Londres salue de «réels progrès» dans les relations avec l'UE**  
Le ministre britannique des Affaires étrangères s'est exprimé ... (Page 08)



**Togo / Centres de gestion agréés**

**Un nouveau cadre juridique pour les CGA**



**Mutuelle panafricaine**

**Retraite des membres de l'African Risk Capacity à Lomé**

**Alimentation et Agriculture**

**QU Dongyu de Chine réélu Directeur général de la FAO**  
QU Dongyu a été réélu, le 02 juillet 2023 à Rome, pour un second mandat au poste de ... (Page 02)

**Paiements digitaux**  
**Visa et GIM-UEMOA**

**développent GIMpay**  
Visa et GIM-UEMOA s'associent pour développer GIMpay, un écosystème innovant des paiements pour la région de l'UEMOA. (Pages 04)

**Salaire en Afrique**  
**Le Togo est classé 8ème dans la zone CEMAC/UEMOA**

Plusieurs pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine dont entre autres le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Togo ... (Page 06)

**Notation**

**GCR attribue à Shelter Afrique une perspective positive**  
L'agence de notation sud-africaine GCR a attribué, le 04 juillet 2023, une perspective ... (Page 11)

**Cours des devises offert par**

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
<b>Achat</b>	655,957	597,750	4,130	759,750	668,000	450,750	82,500	162,250
<b>Vente</b>	655,957	604,750	4,190	766,750	674,000	457,750	84,250	



## Alimentation et Agriculture

## QU Dongyu de Chine réélu Directeur général de la FAO

QU Dongyu a été réélu, le 02 juillet 2023 à Rome, pour un second mandat au poste de Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).



• Joël Yanlo

Lors du scrutin des pays membres de la FAO, Qu a reçu un total de 168 votes sur 182 déposés. Nommé par la Chine, Qu était le seul candidat à la tête de la FAO lors des élections. Son nouveau mandat va du 1er août 2023 au 31 juillet 2027. L'élection a eu lieu le deuxième jour de la Conférence de la FAO qui se tient du 1er au 07 juillet 2023 à Rome en Italie. Depuis qu'il a été élu Directeur général de la FAO pour la première fois en 2019, Qu a défendu un large éventail de réformes et d'initiatives visant à remanier le modèle opérationnel de l'Organisation, à améliorer l'efficacité et à mettre en œuvre les meilleures pratiques qui soutiennent l'efficacité des programmes et de l'administration. La transparence, la visibilité et la réputation de la FAO n'ont cessé d'augmenter au cours des quatre dernières années, dans un contexte de défis mondiaux majeurs tels que la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et d'autres conflits prolongés, les ralentissements économiques et l'intensification de la crise climatique. Qu a fortement

plaidé pour la transformation des systèmes agroalimentaires afin de les rendre plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables, dans le but ultime d'aider les Membres à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et de promouvoir les quatre meilleurs : une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure, sans laisser personne de côté. Pour cela, la FAO s'est concentrée sur le renforcement de la science et de l'innovation et a lancé d'importantes initiatives stratégiques. L'initiative Hand-in-Hand, par exemple, soutient la mise en œuvre de programmes ambitieux menés au niveau national pour accélérer les transformations des systèmes agroalimentaires. Il utilise une modélisation et des analyses géospatiales avancées, ainsi qu'un partenariat solide pour augmenter les revenus, améliorer l'état nutritionnel et le bien-être des populations pauvres et vulnérables et renforcer la résilience au changement climatique. Dans le cadre de l'intervention d'urgence et humanitaire, la FAO a plaidé pour un investissement accru dans

le renforcement de la résilience à moyen et long terme, la protection des moyens de subsistance et le soutien à la réduction des risques de catastrophe parallèlement aux actions humanitaires, en particulier dans les contextes fragiles. En ce sens, l'Organisation a intensifié son travail de prévention et d'anticipation dans le but de s'attaquer aux causes profondes des crises alimentaires. Un autre point fort du leadership de Qu a été la création du Forum mondial de l'alimentation (WFF) en 2021. Au cours des deux dernières années, le WFF a identifié des idées puissantes, des connaissances scientifiques et factuelles, des innovations, des politiques et des solutions, tout en forgeant de nouveaux partenariats et opportunités d'investissement pour transformer nos systèmes agroalimentaires. Le WFF continuera d'étendre sa portée en 2023 et établira un lien clair avec le thème de l'action climatique, tandis que les événements mondiaux d'octobre comprendront à nouveau trois piliers : le Forum mondial de la jeunesse, le Forum Hand-in-Hand de la FAO et le Forum de la science et de l'innovation de la FAO.

## Image du jour



Le président de la Banque africaine de développement en discussion avec le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, à l'ouverture de l'Aga d'AFRICA50 à Lomé le 03 juillet 2023.

## AUX DECIDEURS...

## Avocates africaines

Le continent africain est actuellement en tête du monde pour le nombre de femmes juges en chef et présidentes de cours constitutionnelles. Plusieurs pays à travers le continent ont un nombre presque égal de femmes et d'hommes au barreau. Certains pays ont enregistré du succès avec des femmes en tant que doyennes de facultés de droit et chefs de départements. Et à travers le continent, le nombre de femmes admises au barreau augmente chaque année.

Pourtant, des défis subsistent, réduisant les structures d'opportunité pour les femmes de diriger dans certains pays. En tant qu'avocate et professeure, Joséphine Jarpa Dawuni, Professeur agrégé, Université Howard, a écrit plusieurs livres sur les femmes dans la profession juridique en Afrique.

Les conclusions de l'étude Women in Law and Leadership montrent que les progrès sont inégaux dans le système judiciaire, le barreau et le milieu universitaire. Les rapports montrent que l'augmentation du nombre de femmes ne conduira pas automatiquement à un changement institutionnel. Les fondements masculins sur lesquels les traditions juridiques et la profession juridique se sont construites et continuent de fonctionner doivent être reconnus et rappelés.

Dans l'ensemble, les données des rapports montrent une augmentation progressive du nombre de femmes dans les professions juridiques au Kenya, au Nigeria et en Afrique du Sud.

Au Sénégal, les hommes continuent de dominer le barreau, le banc et le milieu universitaire. En juin 2022, sur les 418 avocats inscrits, seuls 67 (16 %) étaient des femmes. Ces chiffres peuvent ne pas refléter tous les avocats inscrits au barreau sénégalais. Certains sont formés en France et travaillent le plus souvent en France et dans d'autres juridictions hors du Sénégal.

La représentation numérique des femmes n'est pas le plus grand défi dans la plupart des pays. L'accent doit passer des chiffres à la représentation dans le leadership. Certains analystes font une «analyse de rentabilisation» pour plus de femmes à des postes de direction. Ils soutiennent que les entreprises mixtes apporteront plus de clients et augmenteront les résultats.

Les femmes avocates et les défenseurs des droits des femmes ne devraient pas avoir à plaider en faveur de la représentation des femmes aux postes de direction. Les femmes qualifiées ne manquent pas dans les professions juridiques. Ce qu'il faut, c'est un changement dans les systèmes, les pratiques institutionnelles, les normes et les perceptions pour accueillir plus de femmes dans les postes de direction.

Les gardiens institutionnels juridiques tels que les barreaux, les barreaux et les facultés de droit doivent reconnaître les femmes comme des pairs égaux et reconnaître leurs contributions comme essentielles à la survie du lieu de travail.

Au niveau structurel, le secteur juridique doit changer ses perceptions et stéréotypes sexistes sur l'éthique professionnelle des femmes et investir dans des opportunités de formation professionnelle pour soutenir les compétences en leadership des femmes. Aux niveaux institutionnel et organisationnel, le secteur juridique doit créer des opportunités de travail équitables. Il doit offrir un salaire égal pour un travail égal, éradiquer les stéréotypes sexistes, offrir des possibilités de formation professionnelle pour soutenir les compétences en leadership des femmes en tant qu'individus et soutenir les femmes en âge de procréer.

Malgré le faible nombre de postes de direction, les femmes acquièrent des études supérieures, développent des niches dans la pratique juridique, se diversifient vers des postes internationaux et ramènent les connaissances et l'expérience acquises pour soutenir et encadrer d'autres femmes. Le changement des systèmes est possible si les investissements financiers sont destinés à soutenir les femmes et les organisations dirigées par des femmes à travers l'Afrique et la diaspora africaine.

Midas Tigossou

## Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020



Togo / Centres de gestion agréés

# Un nouveau cadre juridique pour les CGA

Le 29 juin 2023, au cours de sa 6ème séance plénière ordinaire de l'année, l'Assemblée nationale du Togo a adopté à l'unanimité deux projets de loi. Le premier est relatif aux Centres de gestion agréés (CGA) et le second concerne l'accord de coopération entre les gouvernements des États membres de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) et le gouvernement de la République Française, apprend-on de source parlementaire.

• Joël Yanclo

Le projet de loi relatif aux Centres de gestion agréés (CGA) vise à promouvoir l'efficacité et la transparence dans la gestion des activités économiques en renforçant les capacités des centres de gestion agréés. Après 23 ans d'application du dispositif de 1997, de nouvelles perspectives ont révélé un développement insuffisant des CGA au sein de la communauté. Pour remédier à cette situation, la directive n° 02/2020/CM/UEMOA du 26 juin 2020 a été adoptée, et sa transposition dans le cadre juridique du Togo permettra d'améliorer la gestion des entreprises. « La loi sur les CGA crée un nouveau cadre d'émancipation pour nos entreprises et les aidera à se développer et à être plus résilientes face aux différents chocs. Les CGA ont donc un grand rôle à jouer dans l'écllosion et le développement des PME/PMI », a déclaré Sani Yaya, le ministre de l'Economie et des Finances, à l'issue du vote. Pour le ministre, cette nouvelle loi permet, entre autres, d'améliorer la gou-

vernance des entreprises et d'apporter aux adhérents ou clients des CGA une assistance en matière de gestion, de leur offrir des services en termes d'information et de formation, de leur apporter un appui à la prévention et au règlement des difficultés, de tenir et de présenter leur comptabilité et de leur apporter une assistance en matière fiscale et en droit social. Ce projet de loi innovant permettra aux CGA de fonctionner également sous forme de sociétés de capitaux, à l'exception des sociétés unipersonnelles. Il prévoit également d'autres mesures incitatives pour stimuler le développement des CGA au Togo, telles que des subventions associatives accordées par l'État et la mise en place d'une préférence de 5 % en faveur des adhérents dans les procédures de passation des marchés publics, cumulable avec le taux de préférence communautaire de 15 %. De plus, une structure au sein de l'administration fiscale sera créée pour assurer le suivi et l'encadrement des CGA. Les centres de gestion agréés (CGA) ont auprès des



petites entreprises une mission d'assistance en matière de gestion et de prévention des difficultés. Ils s'adressent aux entreprises industrielles, commerciales, artisanales et agricoles, exerçant en entreprise individuelle ou en société quel que soit leur régime d'imposition. Les CGA ont obligatoirement la forme d'une association légalement constituée. Pour obtenir l'agrément, ils doivent déposer une demande auprès du directeur des services fiscaux du département dans lequel ils ont leur siège social.

## Ratification de l'accord de coopération entre les États membres de l'UMOA et la France

Le nouvel Accord de Coopération Monétaire est un profond réaménagement de l'Accord de Coopération Monétaire qui a prévalu depuis le 4 décembre 1973. Pas de date pour l'entrée en vigueur de la monnaie unique. Les députés ont adopté jeudi la

loi autorisant la ratification de l'accord de coopération monétaire entre les gouvernements des États membres de l'UMOA. L'objectif est de mettre en place les bases de l'adhésion des huit pays membres de l'UMOA à l'Eco, le projet de monnaie unique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Le texte contient deux nouveautés. D'abord l'arrêt de la centralisation des réserves de change au Trésor français, la fermeture du compte d'opérations et

le transfert à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) des ressources disponibles dans le compte. Ensuite, le retrait de tous les représentants français dans les organes de décisions et de gestion de l'UMOA (Conseil d'administration de la BCEAO, Commission bancaire et Comité de Politique Monétaire). Le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, s'est félicité de l'adoption de ce texte fondateur. La Présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tségan, a exprimé sa gratitude envers la commission des finances et du développement économique, les représentants du gouvernement et l'ensemble des députés pour leur dévouement à la cause nationale. Elle salue les efforts du gouvernement, sous le leadership éclairé du Président de la République, dans la création d'un cadre juridique visant à promouvoir le financement des petites et moyennes entreprises, ainsi que la coopération et la stabilité monétaire.



Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI : World economic outlook : dernières données disponibles : (e) estimation  
Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100  
Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI



## Mutuelle panafricaine

## Retraite des membres de l'African Risk Capacity à Lomé

Les membres de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques ou African Risk Capacity Limited (ARC Ltd) sont en retraite à Lomé. La rencontre de trois jours ouverte ce lundi 03 juillet 2023, permettra aux participants de faire une évaluation des évolutions d'ARC Limited depuis la retraite de Salima (Malawi), et de faire ressortir les nouveaux défis auxquels l'institution aura à faire face.

● Junior AREDOLA

Mme Akou Mawussé AFIDENYIGBA, Directrice de cabinet, représentant le ministre de l'Economie et des Finances, a procédé à l'ouverture officielle des travaux. « Votre présence massive à Lomé témoigne également de l'intérêt que notre continent accorde à cette grande initiative de l'Union Africaine dont l'objectif est de répondre à une préoccupation commune et majeure parmi les multiples risques qui menacent la sécurité, voire la survie de la planète, et qui inquiète particulièrement l'Afrique : je veux parler du changement climatique avec ses conséquences de plus en plus dévastatrices sur l'environnement », dit Mme Akou Mawussé AFIDENYIGBA. Le changement climatique est redoutable par les variations erratiques qu'il introduit dans les températures, dans les précipitations ou encore par son influence sur le niveau des mers avec un lot de catastrophes naturelles telles que les inondations, la sécheresse, l'érosion côtière, les cyclones et j'en passe. Ce phénomène fait payer un lourd tribut aux économies africaines et surtout au monde rural et agricole, rendant plus vulnérables nos populations. A l'instar d'autres pays du monde, le Togo est victime de catastrophes



naturelles notamment, les inondations, la sécheresse, l'érosion côtière et les vents violents. C'est en cela que la création de African Risk Capacity trouve toute sa pertinence parce qu'elle offre un mécanisme de réponse rapide, efficace, mutualisé, fondé sur la solidarité africaine. Le Togo est l'un des pays pionniers de l'ARC et a fait du chemin avec elle. « En effet, la volonté politique du Président de la République togolaise de bâtir la résilience des populations face aux catastrophes, a conduit le Gouvernement togolais à signer le Traité de l'ARC en 2012 et à le ratifier en 2018. La mise en place depuis 2017 du programme ARC au plan national a permis au Togo non seulement de bénéficier du renforcement des capacités en matière de résilience et de la gestion des risques de catastrophes naturelles, mais aussi de se couvrir contre l'aléa sécheresse auprès de l'ARC, chaque année, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers à qui je voudrais témoigner ici la

reconnaissance de tout le Gouvernement et du peuple togolais », a déclaré le Directeur de cabinet pour qui le mécanisme ARC vient ainsi s'ajouter aux multiples actions menées par le gouvernement en matière de lutte contre les catastrophes, et coordonnées par l'Agence nationale de la protection civile. Il est à rappeler que le partenariat avec l'ARC a généré un décaissement, en mars 2023, d'un montant de deux millions cinq cent mille (2 500 000) dollars US en faveur des populations agricoles sinistrées par les poches de sécheresse enregistrées au cours de la saison agricole 2022-2023. Le plan de mise en œuvre de cette assistance aux bénéficiaires est en cours d'exécution. Ceci témoigne de l'importance de ce mécanisme. Certes, depuis près de dix (10) ans, ARC Limited n'a cessé de progresser, en témoignent les résultats atteints en termes de populations couvertes. Cependant, l'ambition de l'institution de couvrir 200 millions d'africains chaque année jusqu'en 2025 nécessite une attention particulière sur l'adhésion massive des Etats africains au mécanisme ARC, la recherche d'une viabilité financière à long terme de l'institution, le développement de nouveaux produits et l'indépendance de l'ARC en matière de données climatiques.



## Paiements digitaux

## Visa et GIM-UEMOA développent GIMpay

Visa et GIM-UEMOA s'associent pour développer GIMpay, un écosystème innovant des paiements pour la région de l'UEMOA.

● Joël Yanclo

Leader mondial des paiements digitaux, Visa, et GIM-UEMOA, en charge du système monétique interbancaire de la zone l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), annoncent leur partenariat visant à développer GIMpay, un écosystème innovant des paiements destiné aux pays de l'UEMOA. Initiative visant à améliorer l'accessibilité, la sécurité et l'efficacité des paiements électroniques GIMpay propose de nouveaux cas d'usage adaptés à la région de l'UEMOA. Grâce à cette collaboration, Visa et GIM-UEMOA travailleront ensemble pour développer cet écosystème interopérable qui facilitera les transactions électroniques pour les individus et les entreprises de la région. Le partenariat va permettre, d'une part, aux populations de l'UEMOA de bénéficier d'une solution interopérable, offrant des fonctionnalités avancées telles que les paiements mobiles, les transferts d'argent instantanés, les paiements en ligne, les solutions de fidélisation des clients et bien d'autres encore. D'autre part, les partenaires définiront une stratégie conjointe de croissance des Fintechs dans la région. GIMpay s'appuiera sur les infrastructures existantes de Visa et du GIM-UEMOA pour assurer des transactions rapides, sécurisées et fiables. « Nous sommes ravis de nous associer à GIM-UEMOA pour développer GIMpay, un écosystème innovant des paiements pour la région de l'UEMOA car ce partenariat avec le GIM-UEMOA marque une étape importante dans nos efforts de promouvoir l'inclusion financière et le développement économique au sein de l'UEMOA », a déclaré Ismahill DIABY, Directeur Général de Visa



pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale. « En combinant l'expertise et les ressources de Visa et du GIM-UEMOA, nous sommes convaincus que nous pourrions créer un écosystème des paiements robuste qui répondra aux besoins des consommateurs et des entreprises de la région. » En collaborant avec GIM-UEMOA, Visa renforce son engagement à soutenir le développement économique et financier de l'Afrique de l'Ouest. Grâce à GIMpay, les populations de l'UEMOA pourront bénéficier d'une inclusion financière accrue, d'une plus grande facilité d'utilisation des services financiers numériques et d'une réduction de la dépendance aux paiements en espèces. Selon le Directeur Général du GIM-UEMOA, Minaygnan COULIBALY « Nous nous réjouissons de notre partenariat avec VISA qui contribuera à faciliter et à catalyser l'expérience client attendue par les consommateurs de l'UEMOA. Ce partenariat est une illustration de notre vision : faciliter, catalyser et fédérer l'écosystème ouvert de paiement de l'UEMOA. GIMpay est un catalyseur des initiatives des banques, des établissements de monnaie électronique, des Services financiers décentralisés, des fintech et des trésors public nationaux dans la maîtrise de l'expérience client. »

## À propos de Visa Inc.

Visa (NYSE : V) est un leader mondial des paiements numériques, facilitant les transactions entre les consommateurs, les commerçants, les institutions financières et les entités gouvernementales dans plus de 200 pays et territoires. Notre mission est de connecter le monde grâce au réseau de paiements le plus innovant, le plus pratique, le plus fiable et le plus sécurisé, permettant aux individus, aux entreprises et aux économies de prospérer. Nous croyons que les économies qui incluent tout le monde, partout, élèvent tout le monde, partout, et nous considérons l'accès comme un élément fondamental de l'avenir du mouvement monétaire. Pour en savoir plus, visitez Visa.com.

## A propos du GIM-UEMOA

Le Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA (GIM-UEMOA) fédère 145 Membres qui sont les banques, établissements financiers et postaux, structures de microfinance, Etablissements de Monnaie Electronique. Notre principale mission est de promouvoir les systèmes et moyens de paiement électroniques auprès des secteurs bancaires et financiers, des administrations et des populations de l'UEMOA. Plus d'informations : www.gim-uemoa.org

## Le Togo en chiffres

## Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

## Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles



## IPA - Afrique de l'Ouest francophone (FWA)

Appel à propositions (AAP)  
N° IPA FWA - TG 001- juin 2023  
Date d'émission : 30 juin 2023

**AVERTISSEMENT** : Les offrants potentiels qui ont reçu le présent document d'une source autre que IPA (pays) doivent immédiatement prendre contact avec [fwa\\_propositions@poverty-action.org](mailto:fwa_propositions@poverty-action.org) / [info-burkinafaso@poverty-action.org](mailto:info-burkinafaso@poverty-action.org) fournir leur nom et leur adresse postale afin que les modifications apportées à l'appel à propositions ou d'autres communications puissent leur être envoyées directement. Tout offrant potentiel qui ne fait pas part de son intérêt assume l'entière responsabilité au cas où il ne recevrait pas de communications avant la date de clôture. Toute modification de cet appel à propositions sera publiée et diffusée par courrier électronique à tous les candidats qui ont manifesté leur intérêt à soumettre une proposition.

### Synopsis de l'appel à propositions

N° de l'AAP	IPA FWA - TG 001- juin 2023
Date d'émission	30 juin 2023
Titre	Collecte de données en personne pour l'enquête sur le personnel de santé au Togo
Bureau émetteur	<b>Innovations for Poverty Action - Afrique de l'Ouest francophone Burkina Faso (FWA - BF)</b>  Quartier Wemtenga, Parcelle 06, Lot 01, Section KW, secteur n° 44, Arrondissement n° 10, commune de Ouagadougou, 01 BP 492 Ouagadougou 01, Burkina Faso -Tél : (00226) 25 36 89 98  Mail : <a href="mailto:fwa_propositions@poverty-action.org">fwa_propositions@poverty-action.org</a>
Conférence des soumissionnaires	Aucune conférence des soumissionnaires n'est prévue, mais tous les candidats peuvent envoyer leurs questions à <a href="mailto:fwa_propositions@poverty-action.org">fwa_propositions@poverty-action.org</a>
Date limite de réception des questions	7 Juillet 2023.
Point de contact pour les questions	<a href="mailto:fwa_propositions@poverty-action.org">fwa_propositions@poverty-action.org</a>
Date limite de réception des propositions	17 Juillet 2023 à 17h00
Adresse de soumission des propositions	<a href="mailto:fwa_propositions@poverty-action.org">fwa_propositions@poverty-action.org</a> , veuillez indiquer le numéro de l'appel à propositions dans l'objet du message.
Type de contrat prévu	Contrat de prestation de services à honoraires fixes
Principe d'attribution du marché	Le marché sera attribué à l'offrant responsable et raisonnable qui offre la meilleure valeur à IPA et à son client sur la base d'une combinaison de facteurs techniques et de coûts/prix.
<p><i>Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir une copie complète de l'appel à propositions qui contient des instructions détaillées pour la préparation de la proposition. L'appel à propositions peut être obtenu à l'adresse suivante : <a href="mailto:fwa-mailing@poverty-action.org">fwa-mailing@poverty-action.org</a></i></p>	



## Salaire en Afrique

## Le Togo est classé 8ème dans la zone CEMAC/UEMOA

Plusieurs pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine dont entre autres le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Togo ont procédé ces derniers mois au relèvement du SMIG (Salaire minimum interprofessionnel garanti). Selon le classement fait par Sika Finance, dans la zone CEMAC et UEMOA, le Bénin se situe à la 9e place sur 13 pays africains.

En raison de l'inflation, des pays de l'UEMOA ont relevé le Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG). Ce, après des discussions entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Fixé à 35.000 FCFA depuis mai 2012, le Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) est passé à 52.500 FCFA (85 USD) par mois au Togo, à raison de 302,89 FCFA/heure. L'annonce a été faite par le ministre de la Fonction publique et du Travail, Gilbert Bawara, dans un arrêté en date du 1er janvier 2023. En Côte d'Ivoire, il a connu une augmentation de 25%, passant de 60 000 FCFA à 75 000 FCFA au 1er Janvier 2023. Au Burkina-Faso, une hausse de 46,65% est annoncée au terme des négociations entre la plateforme des centrales syndicales et le patronat. Le SMIG devrait bientôt passer

Classement du SMIG dans la CEMAC et l'UEMOA en 2023		
		SMIG*(FCFA)
1	Gabon	150 000
2	Guinée Equatoriale	128 000
3	Congo	90 000
4	Côte d'Ivoire	75 000
5	Sénégal	64 223
6	Tchad	60 000
7	Cameroun	60 000
8	Togo	52 500
9	Benin	52 000
10	Burkina	45 000
11	Mali	40 000
12	Centrafrique	36 000
13	Niger	30 047

\*SMIG : Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti

de 30.684 FCFA à 45.000 FCFA. Selon le classement fait par Sika Finance prenant en compte les six pays de la CEMAC et 7 pays de l'UEMOA (sauf la Guinée-Bissau), le Gabon est en tête avec 150.000 FCFA comme SMIG. La Guinée Equatoriale

est à la 2e place (128.000 FCFA). Le Bénin est classé à la 9e place derrière le Togo, le Cameroun et le Tchad. Les trois derniers pays sont Niger (30.047 FCFA), Centrafrique (36.000 FCFA) et Mali (40.000 FCFA).

Avec Sika Finance

## Sénégal

## La Banque mondiale finance la création de 8 nouveaux instituts supérieurs d'études professionnels

En 2021, le Sénégal lance un institut supérieur d'étude professionnel dans la ville de Thiès grâce à un financement de la Banque mondiale. Cette dernière entend financer la construction de 8 autres instituts spécialisés dans les secteurs qui répondent aux besoins du marché du travail.

La Banque mondiale a annoncé un financement de 150 millions de dollars en direction du Sénégal. Le financement, qui s'accompagne d'une subvention de 1,9 million de dollars provenant du fonds fiduciaire multi donateurs du partenariat pour l'éducation de la petite enfance (Early Learning Partnership - ELP), permettra au pays de construire huit nouveaux instituts supérieurs d'études professionnels (ISEP) dans le but d'améliorer la capacité des établissements d'enseignement supérieur à adapter les compétences enseignées aux besoins du marché de l'emploi. « Ce financement permet la création de huit autres institutions dans des régions ciblées par le gouvernement du Sénégal. Les compétences professionnelles adéquates et pertinentes qu'elles offrent permettront de favoriser une intégration rapide des bénéficiaires au marché du travail », a déclaré la directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Cabo Verde, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Mauritanie et le Sénégal, Keiko



Miwa (photo, à gauche). Avant ce financement, la Banque avait déjà investi 10 milliards de FCFA (16,6 millions de dollars) pour la construction d'un ISEP dans la ville de Thiès dans le cadre de l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur et des efforts de mise en adéquation formation-emploi engagés par le gouvernement du Sénégal. A terme, les huit nouveaux ISEP auront une capacité d'accueil de plus de 16 000 étudiants dans divers domaines. « Ces nouveaux ISEP prendront en compte le potentiel intrinsèque des zones géographiques de chaque région, des métiers des mines à ceux liés à l'arboriculture fruitière, ou encore à la transformation de produits

halieutiques, sans oublier l'industrie textile. L'objectif est de pouvoir répondre à la demande professionnelle locale, » a déclaré la cheffe d'équipe du projet ESPOIR-Jeunes à la Banque mondiale, Pamela Mulet. Notons que le soutien de la Banque mondiale a pour cadre le Projet de l'Enseignement Supérieur Professionnel Orienté Insertion et Réussite des Jeunes (ESPOIR-Jeunes). Il est conçu pour améliorer les performances économiques des diplômés de l'enseignement supérieur, conformément aux objectifs de promotion de la croissance inclusive, de la prospérité partagée et de l'égalité des sexes au Sénégal.

Avec Agence Ecofin

## Système panafricain de paiement

## 5 groupes bancaires adoptent le modèle de règlement du PAPSS

Le PAPSS, le système panafricain de paiement et de règlement, annonce, lundi 26 juin 2023, la signature de protocoles d'accord avec cinq groupes bancaires commerciaux multinationaux africains : Access Bank Group, Ecobank Group, KCB Group, Standard Bank Group et UBA Group. Ces partenariats importants visent à révolutionner le règlement des transactions transfrontalières à travers l'Afrique, en s'appuyant sur le vaste réseau de filiales et de bureaux de représentation dans les principaux centres économiques d'Afrique.

● Joël YANCLO

Ces protocoles d'accord ont été signés le lundi 19 juin 2023, lors de la cérémonie d'ouverture des célébrations du 30e anniversaire d'Afreximbank et des 30e assemblées annuelles tenues à Accra, au Ghana, en présence de chefs d'État et de premiers ministres d'Afrique et des Caraïbes, chefs de la politique continentale et les institutions de gouvernance ainsi que les institutions internationales. La signature de ces mémorandums représente un pas en avant monumental dans la poursuite de paiements commerciaux transfrontaliers transparents dans les près de 40 pays couverts par ces banques. La large collaboration entre le PAPSS et les banques commerciales africaines ouvrira la voie à une efficacité, une transparence et une fiabilité accrues dans le règlement intra-africain. L'adoption du modèle de règlement de pointe de PAPSS rationalisera les opérations et autonomisera les entreprises en fournissant une plate-forme sécurisée et technologiquement avancée pour les transactions transfrontalières. Dans le cadre de ce partenariat, Access Bank Group, Ecobank Group, KCB Group, Standard Bank Group et UBA Group collaboreront étroitement avec PAPSS pour assurer une intégration transparente de PAPSS dans leurs systèmes existants. Cet effort de collaboration comprendra l'ouverture de toutes leurs empreintes africaines pour le PAPSS, la facilitation du



règlement des transactions, l'encouragement de la participation des Fintech au PAPSS via les banques et l'extension du PAPSS à tous les canaux numériques actuels des banques, tels que les applications bancaires mobiles et les services bancaires en ligne. Commentant la signature, le professeur Benedict Oramah, président d'Afreximbank, a déclaré : « la signature de ces protocoles d'accord marque une étape remarquable vers la réalisation des aspirations des précurseurs de l'Afrique, qui envisageaient la création d'une union de paiement et de compensation il y a environ six décennies. Cela nous rapproche également de la domestication des paiements transfrontaliers en permettant les paiements pour le commerce transfrontalier en devises africaines tout en renforçant les devises africaines. En s'appuyant sur la vaste couverture continentale de ces banques commerciales africaines, le PAPSS facilitera de manière transparente le commerce et les paiements transfrontaliers et stimulera le commerce et les investissements intra-africains ». Commentant également la signature, SE Wamkele Mene,

secrétaire général de l'AfCF-TA, a fait savoir que "l'introduction du nouveau modèle PAPSS pour l'intégration des banques commerciales africaines et la signature des protocoles d'accord avec les cinq groupes de banques commerciales africaines représentent une étape audacieuse vers la pleine opérationnalisation du PAPSS au profit des commerçants et des PME africains dans la mise en œuvre de l'accord ZLECAf. Le directeur général de PAPSS, M. Mike Ogbalu III, a exprimé son enthousiasme pour ces collaborations, déclarant que « ces partenariats avec Access Bank Group, Ecobank Group, KCB Group, Standard Bank Group et UBA Group marquent une étape importante dans le cheminement vers un paysage bancaire africain plus intégré et efficace. En adoptant le modèle de règlement bancaire commercial de PAPSS, ces banques contribuent à la construction d'une plate-forme continentale solide pour favoriser les paiements transfrontaliers, ouvrant ainsi la voie à l'inclusion financière et à un développement économique continental substantiel.

## Réseaux sociaux

## Créer une publicité sur WhatsApp Business sans avoir un compte Facebook

Depuis le rachat de WhatsApp par Facebook, on a vu observé une multiplication de fonctionnalités pour les personnes mais aussi pour les entreprises à travers l'application WhatsApp Business qui va connaître encore de nouvelles mises à jour.

L'application de messagerie instantanée WhatsApp ajoute de nouvelles options promotionnelles pour les marques notamment la possibilité de créer une publicité sur Facebook et Instagram sans avoir un compte Facebook. C'est l'une des informations dévoilées sur le blog officiel de WhatsApp Business. Pour lancer une publicité, il suffit

d'avoir une adresse e-mail et disposer d'un moyen de paiement valide. Cette nouvelle option pourra permettre aux petites entreprises de toucher un public plus large, présent sur Facebook et Instagram. Une fois la zone de chalandise élargie, WhatsApp Business propose aussi de nouvelles options pour mieux interagir avec vos clients. Car comme détaillé

sur le blog : « Nous commencerons bientôt à tester une nouvelle fonctionnalité de l'application WhatsApp Business qui permettra aux petites entreprises d'envoyer à leur clientèle des messages personnalisés, tels que des rappels de rendez-vous, des vœux d'anniversaire ou des mises à jour sur une promotion, de manière plus rapide et plus efficace.

Niger



lundi 3 juillet 2023

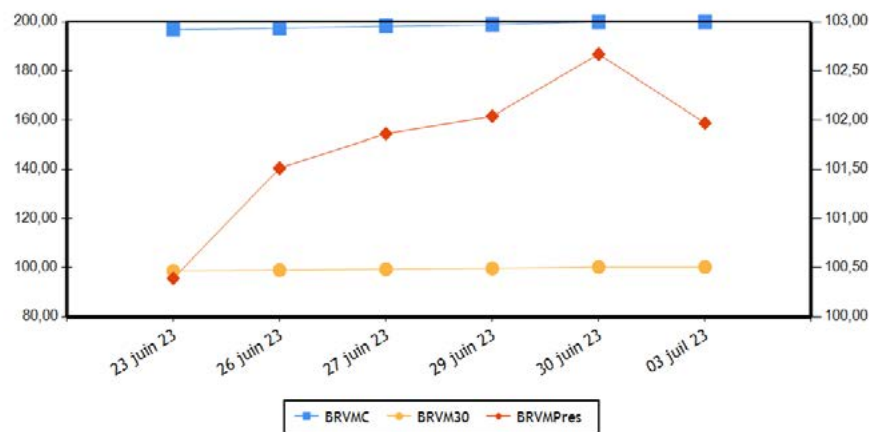
N° 124

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>199,99</b>
Variation Jour	0,01 %
Variation annuelle	-1,59 %

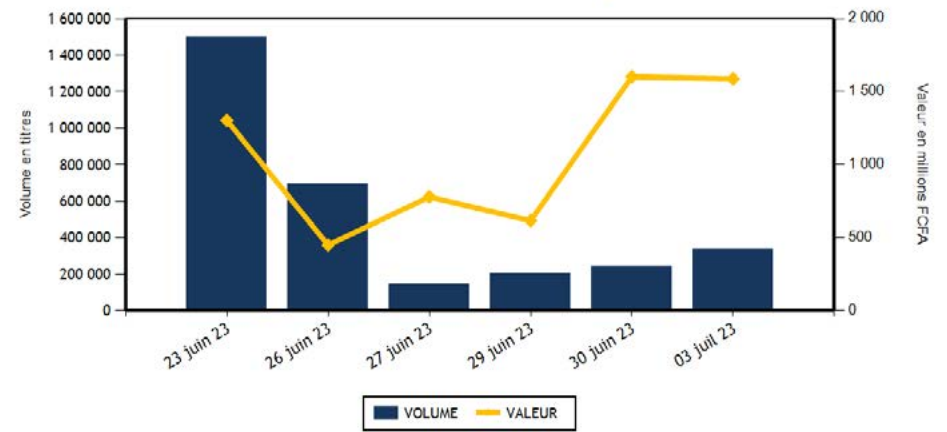
<b>BRVM 30</b>	<b>100,30</b>
Variation Jour	0,00 %
Variation annuelle	0,30 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>101,97</b>
Variation Jour	-0,68 %
Variation annuelle	1,97 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 440 120 921 711	0,00 %
Volume échangé (Actions & Droits)	237 883	61,03 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	729 357 248	6,02 %
Nombre de titres transigés	41	2,50 %
Nombre de titres en hausse	9	-35,71 %
Nombre de titres en baisse	18	100,00 %
Nombre de titres inchangés	14	-17,65 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 170	6,36 %	-26,88 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 700	6,30 %	-31,21 %
BERNABE CI (BNBC)	2 095	5,28 %	4,75 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 350	2,27 %	-3,57 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	820	1,23 %	-11,83 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,97	-0,68 %	1,97 %	164 594	491 970 368	6,13
BRVM-PRINCIPAL	36	96,01	0,34 %	-3,99 %	73 289	237 386 880	11,71

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	97,11	0,03 %	-6,82 %	23 454	123 804 625	29,54
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	473,53	0,25 %	-3,20 %	27 957	246 157 785	8,89
BRVM - FINANCES	15	78,55	0,23 %	4,03 %	131 757	103 324 518	6,23
BRVM - TRANSPORT	2	373,92	-0,95 %	9,43 %	4 161	6 005 080	5,97
BRVM - AGRICULTURE	5	234,25	-1,73 %	-17,39 %	22 841	212 905 880	4,64
BRVM - DISTRIBUTION	7	359,05	-1,37 %	0,14 %	27 683	37 129 210	12,71
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 240,05	0,00 %	5,79 %	30	30 150	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,16
Taux de rendement moyen du marché	7,96
Taux de rentabilité moyen du marché	8,69
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	124
Volume moyen annuel par séance	533 441,00
Valeur moyenne annuelle par séance	960 145 424,00

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	9,72
Ratio moyen de satisfaction	51,95
Ratio moyen de tendance	534,35
Ratio moyen de couverture	18,71
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	5,02
Nombre de SGI participantes	33

## Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

## BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

## PAYS DE L'UEMOA





## Diplomatie

## Janet Yellen va se rendre à son tour en Chine

Après le secrétaire d'État Antony Blinken, c'est Janet Yellen, la secrétaire américaine au Trésor, qui va effectuer un déplacement officiel en Chine.

La secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen va effectuer un déplacement en Chine de jeudi à dimanche pour y rencontrer des officiels chinois, a indiqué dimanche le ministère. Lors de son séjour à Pékin, la ministre des Finances s'entretiendra avec des membres du gouvernement «de l'importance pour (les deux) pays, en tant que premières économies mondiales, de gérer (leur) relation de manière responsable», selon le département du Trésor. Janet Yellen entend également insister sur la nécessité de «communiquer directement sur les sujets de préoccupation et de travailler à traiter les défis planétaires». «Nous n'attendons pas de percée significative (dans les relations entre les deux pays) de ce voyage», a tempéré un officiel du département du Trésor. «Pour autant, nous espérons avoir des discussions constructives et établir des canaux de communication à plus long terme» avec la Chine, a ajouté le responsable.



miques saines avec la Chine, qui favorisent la croissance et l'innovation» dans les deux pays. Le gouvernement de Joe Biden souhaite, enfin, «coopérer sur des questions mondiales urgentes comme le changement climatique et l'allègement de la dette» des pays en développement. Les relations diplomatiques et économiques entre les deux pays se sont progressivement détériorées depuis le mandat de Donald Trump. En novembre, le chef de l'État américain Joe Biden avait rencontré pour la première fois en personne le président chinois Xi Jinping pour tenter d'apaiser les tensions. Mi-juin, le secrétaire d'État Antony Blinken s'est rendu à Pékin et a été reçu par le chef de l'État chinois, un geste interprété comme une avancée diplomatique.

## «Dictateur»

Mais lors d'une réunion de campagne en Californie, fin juin, Joe Biden a qualifié de «dictateur» Xi Jinping, des propos considérés comme une «provocation» par Pékin. Le gouvernement Biden a imposé, l'an dernier, des restrictions à l'exportation vers la Chine de semi-

conducteurs et composants technologiques américains. Avant cela, il avait maintenu en place les tarifs douaniers imposés par Donald Trump sur des centaines de milliards de dollars de produits exportés par la Chine vers les États-Unis. «Lors de ce voyage, nous voulons approfondir et renforcer la fréquence de communication entre nos pays et stabiliser les relations, pour éviter des malentendus et étendre notre collaboration là où c'est possible», a expliqué un officiel du département du Trésor. Janet Yellen prévoit, par ailleurs, de faire part aux autorités chinoises des «inquiétudes» que suscite la nouvelle loi anti-espionnage entrée en vigueur samedi en Chine, selon le responsable. Ce texte donne au gouvernement une marge de manœuvre élargie pour lutter contre les menaces à la sécurité nationale, ce qui suscite des inquiétudes parmi les entreprises étrangères implantées en Chine. La secrétaire au Trésor et ses équipes souhaitent «avoir une meilleure compréhension de la manière dont cet État (la Chine) envisage d'appliquer cette loi».

(AFP)

## Relations détériorées

En avril, la secrétaire au Trésor avait détaillé les principes guidant les relations économiques des États-Unis avec la Chine. Le gouvernement américain cherche d'abord à «préserver ses intérêts de sécurité nationale ainsi que ceux de ses alliés». Il entend également «défendre les droits humains par le biais d'actions ciblées qui ne sont pas destinées à en tirer avantage économiquement». Les États-Unis veulent aussi établir «des relations écono-

## Airbus A220

## Ce petit nouveau sur lequel a misé Air France

Pour allier performance économique et environnementale, la compagnie nationale française a fait le choix de remplacer ses A318 et A319 par des A220-300. Elle en compte déjà plus d'une vingtaine dans sa flotte.

Air France a décidé il y a un peu plus de trois ans de moderniser sa flotte d'avions moyen-courriers. Pour cela, elle a commandé 60 exemplaires d'Airbus A220, l'ex-CS300 de Bombardier. Depuis l'entrée en service du premier appareil en octobre 2021, les livraisons s'enchaînent à un rythme soutenu. Le vingtième A220 est en effet entré dans sa flotte au printemps dernier. Petit à petit, les A318 et A319 laissent leur place à ce nouvel avion plus économe et plus respectueux de l'environnement.

Avec l'A220 la compagnie nationale française allie performance économique et environnementale. Par rapport aux A318 et A319, l'appareil offre une réduction du coût au siège de 10% et une baisse de 20% de consommation carburant, donc autant d'émissions de CO2 en moins.

## 20% de carburant économisé

Destinés à effectuer des vols court/moyen-courrier, la cabine des A220 d'Air France a une capacité de 148 sièges

dans une configuration 3-2. Ses passagers disposent des plus larges sièges du marché pour un avion monocouloir (48 cm de largeur d'assise) et d'une cabine spacieuse et lumineuse grâce à de larges hublots. L'A220 affiche une vitesse de croisière de 870 km/h et une distance franchissable de 5.000 km. De quoi rallier les principales villes européennes. Avec jusqu'à 15 livraisons attendues par an, Air France disposera de ses 60 A220 avant la fin de l'année 2025.

Avec capital.fr

## Bruxelles

## Londres salue de «réels progrès» dans les relations avec l'UE

Le ministre britannique des Affaires étrangères s'est exprimé dans la foulée de l'accord conclu en mars sur les dispositions post-Brexit pour l'Irlande du Nord.

Nous avons constaté de réels progrès et je m'engage à maintenir cette trajectoire positive», a déclaré James Cleverly, ministre britannique des Affaires étrangères, parlant des relations du Royaume-Uni avec l'UE, au Parlement européen à Bruxelles, au côté du vice-président de la Commission européenne Maros Sefcovic. «Nous devons reconnaître que nous ne serons pas d'accord sur tout. Mais dans des relations responsables, nous pouvons gérer nos différences, tout en tirant le meilleur parti des domaines dans lesquels nous sommes d'accord», a déclaré M. Cleverly devant une commission parlementaire mixte. De son côté, le ministre britannique des Finances, Jeremy Hunt, était la semaine dernière à Bruxelles pour signer un accord de coopération entre le Royaume-Uni et l'UE sur les



services financiers. Ces visites interviennent alors que le Premier ministre, Rishi Sunak, cherche à réchauffer les relations transmanche, après la conclusion en mars du «cadre de Windsor» qui visait à apaiser durablement les tensions post-Brexit. Ce texte entend faciliter la circulation des marchandises au sein du Royaume-Uni en évitant toute frontière physique entre l'Irlande du Nord (province britannique)

et la République d'Irlande (membre de l'UE) – comme prévu par l'Accord du Vendredi-Saint qui a mis fin à trois décennies de violences sur l'île. James Cleverly devait également visiter lundi le siège de l'OTAN à Bruxelles et s'entretenir avec son chef Jens Stoltenberg, dans la perspective du sommet de l'Alliance à Vilnius la semaine prochaine.

(AFP)

## France

## La dette publique franchit le cap des 3.000 milliards d'euros

L'endettement public s'est établi au premier trimestre à 3.013 milliards d'euros selon les chiffres publiés vendredi par l'Insee. Cette annonce met un peu plus la pression sur le gouvernement, qui cherche à renforcer sa crédibilité budgétaire.

Cela faisait plusieurs mois que ce sommet se rapprochait. La dette publique française a franchi pour la première fois de son histoire le cap des 3.000 milliards d'euros au premier trimestre, s'établissant à 3.013,4 milliards d'euros, selon les chiffres publiés ce vendredi par l'Insee. Dans le détail, la dette publique au sens de Maastricht a donc progressé de 63,4 milliards d'euros au premier trimestre. Cette hausse a été alimentée principalement par l'Etat (48,6 milliards) - qui porte l'essentiel des efforts des mesures prises en réaction aux différentes crises survenues depuis trois ans (Covid 19, énergie, inflation) - et par les administrations de Sécurité sociale (17,4 milliards).

## Dégâts politiques

Au total, l'endettement public s'est établi fin mars à 112,5 % du PIB. C'est plus que le niveau atteint fin 2022 (111,9 %) et surtout bien d'avantage que celui attendu pour la fin 2023 (109,6 %). Traditionnellement, le rythme accéléré du programme d'émission de dettes alourdit cet indicateur en début d'année. Il devrait donc refluer par la suite. Ce seuil symbolique des 3.000



milliards d'euros n'a aucune signification économique. Il peut en revanche provoquer des dégâts politiques, alors que le gouvernement cherche à renforcer sa crédibilité budgétaire. Raison pour laquelle le ministre des Finances Bruno Le Maire, et Gabriel Attal, ministre délégué des Comptes publics, préparaient les esprits depuis des mois à cet événement. Ce nouveau sommet intervient en tout cas à un très mauvais moment pour l'exécutif. Il avait récemment échappé à une dégradation de la note française par Standard et Poor's, mais ce passage des 3.000 milliards remet une pression forte pour enclencher un redressement des comptes publics.

## Scepticisme de la Cour des comptes

Jeudi, la Cour des comptes avait montré un certain scepticisme quant à la stratégie adoptée par Bercy en la matière. L'objectif officiel est de ramener la dette à 108,3 % du PIB à l'horizon 2027. Ce seuil n'est pas jugé assez ambitieux par les sages de la rue Cambon, qui s'inquiètent du risque de décrochage de la France vis-à-vis de ses partenaires de la zone euro. En outre, même limité, cet objectif sera difficile à atteindre et réclamera un « effort inédit » sur la maîtrise de la dépense publique. Courant juin, le gouvernement a livré de premières pistes d'économies - sur les dépenses de soin et les crédits du ministère du Travail notamment - en vue du projet de loi de finances pour 2024. Au total, il recherche 10 à 15 milliards d'euros d'économies pour enclencher un timide reflux du déficit et de la dette l'an prochain.

Avec lesechos.fr



## Climat et environnement

## Campagne de 115 millions de dollars pour des océans plus propres et plus sains

Unsplash/Naja Bertolt Jensen. Des débris marins, notamment des plastiques, du papier, du bois, du métal et d'autres matériaux manufacturés, se trouvent sur les plages du monde entier et à toutes les profondeurs de l'océan.



L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et quatre agences partenaires ont été chargées de mener une nouvelle campagne pour aider les pays à réduire la pollution d'origine terrestre des zones côtières et des littoraux.

La FAO codirigera l'initiative pour des océans propres et sains avec la Banque asiatique de développement (BAD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque de développement d'Amérique latine (CAF), dans le cadre d'un partenariat stratégique avec la Commission intergouvernementale océanographique de l'agence des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'UNESCO. « Ensemble, nous pouvons inverser le cours de la pollution pour une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure », a déclaré le Directeur général de la FAO, Qu Dongyu. L'initiative dirigera jusqu'à 115 millions de dollars de subventions pour nettoyer les zones côtières et a été signée lors de la 64e réunion du Conseil du Fonds mondial pour l'environnement (FEM).

## Solutions pour les « zones mortes »

Les océans ont perdu près de 2% de leur oxygène depuis les années 1950, ce qui entraîne des « zones mortes », qui n'ont pas assez d'oxygène pour soutenir les tissus vivants. La pollution d'origine terrestre, y compris la surutilisation d'engrais, les déchets organiques du bétail et les eaux usées non traitées, entraînent généralement une hypoxie (diminution de la quantité d'oxygène) dans le monde entier. « Les océans sont confrontés à de graves problèmes de du-

tabilité, principalement causés et accélérés par le changement climatique, tels que des eaux de plus en plus acides et plus chaudes, l'élévation du niveau de la mer et la surexploitation des stocks marins », a déclaré le Président exécutif de la CAF, Sergio Díaz-Granados. « Ce financement réaffirme l'engagement multilatéral à mener la lutte contre le changement climatique et à promouvoir le développement de l'économie bleue ». En raison d'une hypoxie à long terme, les récifs coralliens peuvent connaître une mortalité massive, tandis que de précieuses espèces de poissons côtiers migrent vers des zones à oxygène plus élevé et que les taux de reproduction marine chutent.

## Protéger la santé humaine et océanique

La stratégie pour des océans propres et sains vise à réduire la pollution d'origine terrestre des océans grâce à des innovations politiques et réglementaires, des investissements dans les infrastructures et des solutions fondées sur la nature. Le programme cartographiera également les sources terrestres de pollution des océans afin de mieux comprendre les effets de l'hypoxie et appliquera les sciences océaniques pour développer des solutions qui améliorent à la fois la santé humaine et celle des océans. « Ce partenariat s'appuie sur les forces et l'expertise de chaque organisation, garantissant une approche globale de la sauvegarde des écosystèmes marins. En travaillant ensemble, dans l'esprit de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable, nous ferons un pas vers l'océan dont nous avons besoin pour l'avenir que nous voulons », a ajouté le Secrétaire exécutif de la COI-UNESCO, Vladimir Ryabinin.



● © Des Bowden. Les activités côtières telles que la récolte d'algues à Zanzibar, en Tanzanie, peuvent être fortement affectées par la pollution.

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Vénus, l'une des planètes porte-bonheur du Ciel, sera bien aspectée, ce qui constitue un net indice de chance financière. Mais il y aura un bémol : Pluton en aspect défavorable pourra quelque peu contrarier l'action bienfaisante de Vénus. Si vous comptez sur une rentrée d'argent, il est possible qu'elle soit retardée. Attention, également, aux tentations dont vous serez la proie ; ne gaspillez pas vos économies pour des achats sans grand intérêt.

**Taureau** Les changements que vous êtes en train d'opérer auront de bonnes répercussions sur votre situation financière. Et les nouvelles perspectives qui s'offriront à vous devraient se révéler bien plus intéressantes encore sur le plan pécuniaire.

**Gémeaux** Très bonne journée pour organiser quelques discussions au sujet de vos finances, et de vos placements si vous en avez. Méditez les conseils qu'on vous donnera et suivez-les. De bonnes affaires sont possibles actuellement.

**Cancer** Compte tenu des bons influx de Mercure, ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, réaliser des transactions immobilières, préparer votre retraite, assurer l'avenir des vôtres. Journée faste pour les assureurs, banquiers, agents de change...

**Lion** C'est avec intelligence et bon sens que vous gèrerez les finances familiales. Votre conjoint sera obligé de vous féliciter à ce sujet, même s'il est en désaccord avec vous pour d'autres questions.

**Vierge** Vous devrez faire preuve de la plus grande prudence si vous voulez échapper aux impacts célestes négatifs qui planent sur votre secteur d'argent. Pour éviter de devoir faire face à des imprévus désagréables, essayez de restreindre vos dépenses. Ce sera la seule façon de vous en sortir en ce moment.

**Balance** Pas de souci à vous faire côté argent. Mais ne vous attendez pas non plus à des rentrées mirobolantes. Les astres ayant déserté vos secteurs liés aux finances, libre à vous de faire ce qui vous plaît. Quels que soient vos choix, vous aurez toujours la possibilité de les rectifier sans trop de difficultés.

**Scorpion** Neptune en aspect favorable vous incitera à consacrer le maximum de temps à la gestion de vos biens matériels. Méfiez-vous seulement des conseils d'un de vos proches.

**Sagittaire** Saturne invitera à la prudence dans les transactions commerciales, achats, ventes. Vous voudrez aller de l'avant, c'est très bien, mais ne vous hâtez pas d'investir vos bénéfices dès maintenant.

**Capricorne** Mercure sera là. On pourra entendre chanter les tiroirs-caisses, car cette planète apporte très souvent la lucidité en matière financière. Ce sera donc le moment de demander une prime quelconque, de prospecter de nouveaux clients ou de revoir vos placements. De toute façon, la journée sera faste pour votre portefeuille et votre compte en banque.

**Verseau** Restez discret sur ce que vous entreprenez et n'hésitez pas à vous lancer, en mesurant bien les risques, dans une spéculation boursière ou immobilière. Vous pourrez réussir une opération spectaculaire qui vous ferait des envieux.

**Poissons** Hâtez-vous de régler factures, contraventions éventuelles, impôts, de payer vos dettes. Vous éviterez ainsi d'attirer des complications et des poursuites qui vous mettraient de très mauvaise humeur et vous coûteraient inutilement cher. Les astres ne vous feront pas de cadeaux aujourd'hui.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

**Directeur Général**Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)**Administrateur Délégué**Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)**Directeur de Publication**TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)**Rédacteur en Chef**Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)**Rédacteurs**

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

**Directeur Commercial**Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)**Correcteur**

Michel Yao AYEVA

**Graphiste**

Gérard DAMAWOU





**Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar**

Siège social: 32-38 Av. Jean Jaurès Dakar BP. 3144 - Tél : (221) 33 823 10 40 / 33 823 93 30 / 33 823 95 70 - Fax : 33 823 46 54 - Télex : 51 680 SG

**Représentation auprès de la République Togolaise**

Lomé Aviation B.P. : 123 ou 10151 Tél : 22 26 21 01 / 22 26 22 02 E-mail : [sumsakomlaame@asecna.org](mailto:sumsakomlaame@asecna.org)

N° 2023/00010/ASECNA/DGRP/TO/IGC 

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre du renouvellement des contrats de prestations de services externes, l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) lance pour le compte de sa Représentation auprès de la République Togolaise, un Appel d'Offres National Ouvert pour le **RENOUVELLEMENT DE CONTRAT D'ENTRETIEN MENAGER DES LOCAUX DE LA REPRESENTATION DE L'ASECNA AU TOGO.**

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté sur le site web de l'ASECNA ([www.asecna.aero](http://www.asecna.aero)) et retiré à partir du **02 juin 2023** contre le paiement obligatoire d'une somme non remboursable de **Cinquante Mille (50.000) de Francs CFA à la Représentation de l'ASECNA auprès de la République Togolaise (ASECNA-TOGO), Lomé Aviation, 10 BP 10 151 - Tél : +228 22 26 21 01.**

La date limite de remise des offres est fixée au **vendredi 07 juillet 2023 à 12H00 TU au secrétariat du cabinet du Représentant de l'ASECNA-TOGO. Tél +228 22 26 21 01. BP. 10 151 Lomé Aviation (Togo).**

Aucune offre arrivée hors délai ne sera acceptée. Toute offre déposée à tout autre endroit à l'ASECNA, se fera aux risques du soumissionnaire et ne sera pas prise en compte.

L'ouverture des offres en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent, aura lieu le **vendredi 07 juillet 2023 à 14 heures (T.U.)** à la salle de réunion du cabinet de la Représentation de l'ASECNA-TOGO à Lomé.

Lomé, le **02 JUIN 2023**



LE REPRESENTANT DE L'ASECNA  
AUPRES DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

  
**Komla Amewokpo SUMSA**



Notation

# GCR attribue à Shelter Afrique une perspective positive

L'agence de notation sud-africaine GCR a attribué, le 04 juillet 2023, une perspective positive à Shelter Afrique en raison des attentes d'un retour à la rentabilité dans les deux prochaines années.

● Joël Yanclo

La GCR a attribué au financier panafricain du développement du logement des notes d'émetteur à long terme et à court terme de B- et B respectivement. Le changement de perspective à positive reflète la forte amélioration des fondamentaux et les réformes de gouvernance en cours au sein de l'organisation. La société a réduit son ratio de prêts non productifs de 67 % en 2021 à 51 % à la fin de l'année dernière. "Les perspectives sont positives car nous nous attendons à une stabilité des structures de gouvernance et des cadres opérationnels. Nous prenons également en compte les améliorations des processus de gestion des risques qui se traduisent par des améliorations soutenues de la qualité des actifs, et la capitalisation restera forte avec la société retournant à la rentabilité au cours des 18 prochains mois", a déclaré la GCR dans un commentaire. "Les notations peuvent être améliorées s'il y a une amélioration définie et matérielle de la qualité des actifs sans détérioration de l'effet de levier ou des ratios de couverture des réserves. Les notations peuvent également être améliorées s'il y a un redressement des bénéfices avec une rentabilité soutenue," indique la GCR. En août 2022, Shelter Afrique a choisi l'ancien responsable Asie-Pacifique de la Société financière internationale (SFI) pour le financement du logement, Thierno-Habib Hann, comme nouveau directeur général pour succé-



● Thierno-Habib Hann - Directeur général de Shelter Afrique

der au Zimbabwéen Andrew Chimphondah, qui a quitté l'organisation en février 2022. Au début de l'année, Shelter Afrique a dévoilé un plan stratégique quinquennal visant à rétablir les performances, la compétitivité et la création de valeur de l'institution à long terme. Le dévoilement de la nouvelle stratégie a nécessité le réalignement de l'organisation et l'introduction d'une nouvelle structure organisationnelle et d'un nouveau modèle opérationnel conçus pour soutenir les ambitions de l'institution en matière d'innovation, de croissance et de productivité pour les cinq prochaines années. "Cette notation positive est conforme à nos objectifs stratégiques pour la période 2023 - 2027, qui visent à positionner l'institution sur la voie de la croissance grâce à l'amélioration de la gouvernance et des

performances opérationnelles et financières", a déclaré la société dans un communiqué. Shelter-Afrique est une institution panafricaine de financement et de développement du logement créée par les gouvernements africains pour répondre au besoin d'un système durable de fourniture de logements et de projets d'infrastructure connexes en Afrique. L'institution fournit des solutions financières et des services connexes pour soutenir l'offre et la demande de la chaîne de valeur du logement abordable. Elle fournit également des services de conseil et de gestion de projets pour des projets de logements abordables à grande échelle. Elle est actuellement détenue par 44 pays africains, la Banque africaine de développement (BAD) et la Société africaine de réassurance (Africa-Re).

Togo

# Première édition du « PROGRAMME OPÉRATION ZÉRO CHÔMEUR »

Enfin, les jeunes assoiffés de devenir des véritables cadres professionnels de demain pour relever des grands défis du siècle peuvent pousser un ouf de soulagement. Au Togo, la première édition du Programme Opération Zéro Chômeur a été officiellement lancée, dimanche 11 Juin 2023 à Lomé, par le responsable d'Aro International du Togo, le consultant Paterné TOHON et son collègue M. Noé LOKOSSOU, le représentant de la délégation du Bénin.

À travers son « PROGRAMME OPÉRATION ZÉRO CHÔMEUR » en abrégé PROZEC, Aro International Togo compte apporter une solution concrète aux défis liés à l'emploi dont fait face la jeunesse togolaise mais également aux professionnels qui aimeraient bien faire de leur parcours une carrière professionnelle digne de ce nom. L'objectif de cette première édition est de projeter aux acteurs nationaux les principaux chapitres de l'académie zéro chômeur et des recommandations de cette académie aux participants. Selon le Consultant Paterné TOHON, responsable d'Aro International du Togo l'Académie Zéro Chômeur est très ambitieuse. « Nous nous réjouissons du lancement de ce programme au Togo. Cette académie va révolutionner beaucoup de choses au Togo. Grâce à cette Académie, les participants auront droit à 10 modules érigés en vidéo dont l'objectif principal est de rendre employable les jeunes en quête d'emploi et d'aider les professionnels à construire une carrière selon leur entendement. Cette académie vise à créer des solutions à l'emploi », a révélé le consultant Paterné TOHON. Par ailleurs, cette académie qui sera mise en œuvre dans plusieurs pays



va favoriser la participation active des jeunes à la vie professionnelle et leur engagement face aux réalités liées à leurs diplômes ou spécialités pour l'édification d'une insertion professionnelle sur le marché de l'emploi. « Vous savez, ce programme a plusieurs atouts. Grâce à notre programme « Opération Zéro Chômeur », nous allons renforcer les capacités des personnes en quête de l'emploi et des professionnels en matière de compréhension des multiples dimensions de l'insertion et du bien-être dans le cadre professionnel, ainsi qu'en matière de création des activités génératrices de revenus », a précisé le responsable d'Aro International du Togo. Quant à Noé LOKOSSOU, le représentant de la délégation du Bénin, ce programme vient appuyer les efforts du gouvernement togolais dans son action en faveur des jeunes. « Ce programme vise à identifier les principaux

défis auxquels les jeunes sont confrontés et donner des réponses pertinentes aux questions liées à la vie professionnelle afin de les relever. Ce programme rejoint la vision du gouvernement togolais, à l'horizon 2030, qui est de faire de la jeunesse, une jeunesse épanouie autonome et responsable qui participe pleinement à la construction nationale, en particulier dans le domaine de l'accélération de la croissance et du développement socio-économique », a souligné Noé LOKOSSOU. Notons que plus de 300 étudiants ont suivi la formation en Art oratoire organisée par Aro International dans le grand temple du savoir de Lomé. 12 candidats ont participé à un concours d'éloquence sur le thème : « La vision de Zéro Chômeur au Togo, comment y arriver ? ». Trois candidats ont été retenus comme les lauréats dudit concours dont à la tête TOUROU-NAPO Ornella, étudiante en deuxième année en Agronomie à l'Université de Lomé, suivi de SAGLABI Atigan Emmanuel étudiant en Comptabilité et enfin RAGUENA BANABAYA Bani Emma étudiante en Chimie.



Avec leneutre.info

## Le Togo en chiffres

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Produits échangés

1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100





RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère du Commerce, de l'Industrie  
et de la Consommation locale

22 Nov.  
3 Déc.  
2023

18<sup>ème</sup>  
**Foire**  
Internationale de  
**LOME**

**Foire de toutes les opportunités**



28 JUILLET 20  
> 6 AOÛT 23  
au CETEF

# *Cérémonie de lancement Officiel de la campagne de promotion*



05 juillet 2023  
14H 30



CETEF  
SALLE AFRICA